

hebdo communiste des P.O.



chaque vendredi 2€

Le Travailleur Catalan l'hebdo



TER : Perpignan-Villefranche

Enfin !

p. 8

• **Dangers**

Tout pour la guerre ? p.4/5

• **La Junquera**

Une expo, un musée de l'exil p.12

2 € - N° 4100 - Du 23 au 28 janvier 2026



l'Édito

de Michel Marc

Le piège de la désunion à gauche



Il nous faut regarder la réalité en face. En France et dans le département, des communes seront « abandonnées » à la droite ou à l'extrême droite. Les difficultés à rassembler l'ensemble des « progressistes » sont toujours là, présentes. Et ce plutôt dans les grandes villes. Les socles de résistance locale aux mauvais coups portés par les gouvernements successifs risquent de s'effondrer. Les acquis environnementaux, humains et sociaux, l'attention portée aux services publics de proximité (crèches, écoles, culture, santé, vie associative...) seront,

sans aucun doute possible, mis en danger par de nouvelles majorités libérales. Nous évoquons là les quatre plus grandes villes de France, Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux, pour ne parler que des communes les plus importantes administrées par la gauche. Inadmissible.

Ajoutons que d'importantes communes (Le Havre, Nîmes...) pourraient être gagnées sans ces désaccords tenaces.

Au soir du second tour, nous risquons la gueule de bois, voire le coma. Ces difficultés installées, de même nature, persistent douloureusement dans la plus grande ville du département, Perpignan. Deux listes à gauche, identifiées, et une troisième qui, en l'état, prétend rassembler du PS à la droite. Le risque est pris qu'aucune de ces listes ne parviennent à se qualifier pour le second tour. Le pari est mortifère. Les citoyens sont mécontents. Le traumatisme laissera des blessures importantes. Et pour longtemps.

Les villes moyennes et les villages s'en sortent mieux. Les statistiques le disent. Il y aura plus de listes d'union à gauche qu'aux précédentes élections en France. Souvent sans LFI. Pour autant, le quotidien *l'Humanité* met les pieds dans le plat. « *Les divisions entretenues par le PS et par LFI pourraient conduire à de sévères échecs électoraux* », et, plus loin dans l'article, « *les Insoumis jouent un jeu dangereux (...). LFI mène une autre stratégie : elle entend faire le plus gros score possible pour être présente et en situation de force au second tout pour négocier* ». À Perpignan, les Insoumis étaient, depuis le début (automne 2024) invités à un travail en commun. Ils ne l'ont pas souhaité.

Annonces

- **UTPC. Syndicats et partis politiques. Conférence de Jean-Marie Philibert**
Vendredi 23 janvier à 18h30 – Maison des communistes, 44 avenue de Prades – Perpignan.
- **Réouverture de la ligne SNCF Perpignan – Villefranche/Vernet-les-Bains**
Samedi 24 janvier à 8h09 – Inauguration du retour de la ligne SNCF Perpignan-Villefranche. Départ du train en gare de Perpignan. Passage à Prades/Molitg-les-Bains à 8h48. Arrivée à Villefranche/Vernet-les-Bains à 8h56.
- **Journée de solidarité avec Cuba Coopération 66**
Samedi 24 janvier de 9h30 à 17h – Maison des communistes – 44, avenue de Prades – Perpignan.
- **Assemblée générale de l'Université Populaire du Travailleur Catalan**
Mercredi 28 janvier à 18h – Maison des communistes (salle Philippe Galano) – 44, avenue de Prades – Perpignan.
- **Assemblée générale des communistes à la section Albères-Méditerranée-Illibéris**
Mercredi 28 janvier à 18h – Maison des communistes, 1 rue d'Isly -Elne
Suivie des vœux aux amis et camarades à 20h.



Perpignan : une entrave inacceptable à l'exercice du droit de vote

Au commissariat de Perpignan, il est actuellement impossible de faire valider une procuration de vote. Cette situation, rapportée par plusieurs citoyens, constitue une entrave grave à l'exercice d'un droit fondamental : le droit de vote.

À l'approche d'échéances électorales, refuser ou être dans l'incapacité de valider des procurations revient à exclure de nombreux électeurs du processus démocratique, notamment les personnes âgées, malades, en situation de handicap ou contraintes par des obligations professionnelles. Cette défaillance du service public est d'autant plus choquante qu'elle ne semble accompagnée d'aucune solution claire ni d'aucune communication officielle.

L'État a l'obligation de garantir à chaque citoyen les moyens effectifs de participer aux scrutins. L'impossibilité de faire valider une procuration au commissariat de Perpignan est donc inacceptable et doit faire l'objet d'une réponse immédiate des autorités compétentes. Le respect de la démocratie ne peut être optionnel.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : redaction@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0630 C 84621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon
PHR



Habileté à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : légales@letc.fr

Le Travailleur Catalan a besoin de vous !



À l'heure où les médias se concentrent dans les mains de quelques milliardaires, où l'extrême droite cogne aux portes du pouvoir et où l'austérité nous étouffe, nous avons plus que jamais besoin du Travailleur Catalan... qui a besoin de vous pour assurer sa survie.

Le point de vue des milliardaires s'étale partout... Et pour cause, ils possèdent aujourd'hui quasiment tout ce qui fournit de l'information : les chaînes d'info en continu, les stations de radio, les plateformes numériques, les journaux du matin, même les instituts de sondage. Ils peuvent ainsi falsifier la vérité, fabriquer leur « réel », modeler les consciences, choisir ce qui mérite d'être connu, discuté, débattu, ou effacé, passé sous silence. Jamais depuis la Libération, la mainmise des groupes financiers sur les médias n'a été aussi écrasante. Ils ne sont plus que quatre milliardaires à se partager 90 % de la presse nationale, à peine une dizaine tous médias confondus. Même la presse régionale n'échappe pas à ce phénomène de concentration, quelques gros groupes se partageant la plupart des titres régionaux et départementaux.

Le rouleau compresseur de la pensée réactionnaire

La diversité des titres cache mal l'uniformité des messages : même vénération du monde de la finance et des grandes multinationales, en un mot, du capitalisme, même animosité contre les luttes sociales et les mouvements de libération des peuples, même complaisance envers le pouvoir et, de plus en plus, envers l'extrême droite et son cortège fascinant... Ainsi, à la télévision, la représentation des classes populaires s'effondre : elle est passée de 16 à 8 % en dix ans, les ouvriers (20 % de la population active) n'occupent que 2 % du

temps d'écran. Tout est mis en œuvre pour faire monter les peurs identitaires, normaliser l'exclusion et la haine, diaboliser la gauche.

Le Travailleur Catalan est le média progressiste des Pyrénées-Orientales

Face à ce rouleau compresseur idéologique, l'existence d'une presse progressiste est essentielle. C'est le rôle qu'a toujours joué *le Travailleur Catalan* depuis 90 ans. Avec son journal hebdomadaire, son site numérique et sa fête qui, chaque année, rassemble des milliers de personnes, il n'a jamais cessé de combattre l'extrême droite, de dénoncer les politiques réactionnaires, de lutter pour la paix et la solidarité entre les peuples, de défendre les valeurs de justice et de pluralisme, de fournir des arguments permettant de participer à la bataille des idées. Mais pour vivre et se développer, pour augmenter sa visibilité, *le Travailleur Catalan* est confronté à la nécessité de poursuivre ses efforts de modernisation, en particulier dans le domaine numérique. Ce qui impose d'investir des sommes qui lui font malheureusement défaut.

Le TC en grandes difficultés...

Confronté comme l'ensemble de la presse indépendante à l'inflation des coûts d'impression, à la chute des recettes publicitaires, le TC est en proie à de grosses difficultés. C'est pour cela que, dès novembre, nous avons lancé un cri d'alarme et fait appel à une mobilisation populaire en organisant une souscription ex-

Aidez l'info engagée à tenir bon !...



ceptionnelle. D'ores et déjà des dizaines de nos amis, de nos lecteurs ont répondu à cet appel et apporté un précieux soutien dont nous les remercions (plus de 10 000 € ont été récoltés).

Mais cela reste aujourd'hui insuffisant pour assurer la vie et l'indépendance du journal. C'est pourquoi nous réitérons aujourd'hui un appel pressant : il faut assurer la poursuite du *Travailleur Catalan* et cela ne se fera pas sans vous !

Le Travailleur Catalan

66% DE RÉDUCTION D'IMPÔT !

Grâce à notre partenariat avec Presse et Pluralisme, association d'intérêt général, vos dons sont déductibles de vos impôts à hauteur de 66% du montant versé.

LE TRAVAILLEUR CATALAN

☐ Je fais un don de € au profit exclusif du 
et je libelle mon chèque à l'ordre : presse et pluralisme

Opération Le Travailleur Catalan

à l'adresse : Le Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - 66000 Perpignan

Je précise mes coordonnées :

Nom : Prénoms :

Adresse :

Coupon à détacher et à renvoyer à l'adresse du Travailleur Catalan !
Coupon à détacher et à renvoyer à l'adresse du Travailleur Catalan !

Je fais
un don



<https://dons.presseetpluralisme.fr/le-travailleur-catalan/>

Dangers

Les politiques guerrières s'affichent en grand et s'imposent, univoques, écartant sans scrupule l'idée même de la pertinence du « *droit international* » équitable et négocié, d'une cour de justice internationale. L'acceptation servile de ces nouvelles règles par les gouvernements occidentaux (rapt de Maduro, génocide en Palestine, guerre en Ukraine...), l'adaptation à leurs exigences posent à tous les peuples et au peuple français la question d'un avenir sécurisé et humanisé. Sans leurs interventions, rien ne sera plus possible.

Ne laissons pas le monde dans les mains de Trump !

Face à la destruction de l'ordre international par l'impérialisme américain, la résistance des progressistes est indispensable. Face à sa vassalisation, l'Union européenne doit se réinventer et choisir la paix et la démocratie.

Donald Trump, sans aucune retenue, poursuit la destruction méthodique de l'ordre international mis en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Déjà souvent mis à l'épreuve — comme par la Russie en Ukraine —, le droit international est allègrement piétiné par le président des États-Unis pour qui ne compte que l'intérêt des USA (sans oublier ses propres intérêts financiers).

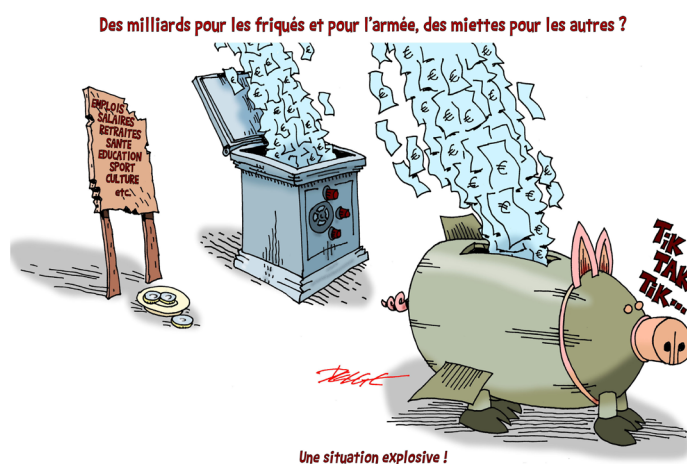
En plus d'avoir apporté un soutien au génocide perpétré par l'armée israélienne à Gaza, d'avoir bombardé l'Iran, d'avoir fait œuvre de forban au Venezuela et menacé Cuba, Donald Trump veut aujourd'hui s'approprier de gré ou de force le Groenland au motif que « *les États-Unis en ont besoin* ». Il vient, par ailleurs, de retirer son pays de 66 organisations internationales, au prétexte qu'« *elles ne servent plus les intérêts américains* » ! Ce nationalisme prédateur exacerbé s'était déjà manifesté avec l'annulation de 83% des financements de l'USAID destinés à l'étranger, avec la sortie de quelque 61 organisations internationales, dont 31 sont étroitement liées à l'ONU, avec la suspension de soutien à l'Unrwa, à l'UNESCO, au centre des Droits de l'homme, ...

De la même façon, les conventions cadres sur le réchauffement climatique, et avec elles le comité d'experts de l'ONU sur le climat (Giec), ont été visées, car constituant une « *arnaque* » selon les mots du locataire de la Maison-Blanche devant l'assemblée générale de l'ONU. Sans oublier les ingérences inadmissibles vis-à-vis de notre pays : interdiction de visa à Thierry Breton, sanctions contre un magistrat de la Cour Pénale Internationale, menaces contre les juges...

La loi du plus fort

Pour le potentat américain, la seule loi qui compte, c'est la loi du plus fort. Dans sa course à la destruction du multilatéralisme, il profite de la situation à Gaza pour créer son « *Conseil de la paix* » dont l'objectif dépasse la seule solution du conflit palestinien-israélien. En effet, ce conseil, composé de dirigeants de l'administration Trump ou d'Occidentaux, « *visé à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime, et à garantir une paix durable dans les régions touchées ou menacées par des conflits* », selon sa charte. Cette dernière s'attaque frontalement aux Nations unies et donne les pleins pouvoirs à Donald Trump, seule personne à être dotée d'un droit de veto ou à pouvoir inviter des États membres pour « *un mandat d'une durée maximale de trois ans, renouvelable* ». Cerise sur le gâteau : « *ce mandat de trois ans ne s'applique pas aux États membres qui versent plus d'un milliard de dollars en espèces au Conseil de paix* »... soit à Washington.

Avec Trump, un point de bascule est atteint. Mais ses coups de force ne sont toutefois pas sans susciter des résistances. L'aspiration à un multilatéralisme authentique s'affirme. En opposition à Washington, les pays émergents au sein des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du



Sud), rejoints par des pays dits du Sud global toujours plus nombreux, entendent, eux, développer le multilatéralisme en le reconfigurant. Leur refus de la loi du plus fort passe aussi par la construction d'une alternative au dollar, cet autre moyen de coercition pour Washington.

Inventer une nouvelle Europe

Dans cette opposition entre le droit et la loi de la jungle, l'Union européenne, dont les membres furent parmi les grands instigateurs du droit international, est trop absente. En restant silencieux devant le génocide à Gaza, timorés devant le rapt du président vénézuélien, les dirigeants européens non seulement se font complices du banditisme de Trump, mais s'amputent eux-mêmes de leurs moyens d'actions pour s'opposer à l'impérialisme états-unien. En pliant l'échine devant les pressions du grand capital nord-américain, en acceptant de consacrer 5 % des richesses à l'achat d'armes américaines, en se projetant dans « *l'économie de guerre* », les dirigeants de l'UE, dont Emmanuel Macron, trahissent toutes les valeurs qu'ils prétendent défendre. Cette situation prouve combien est nécessaire l'urgente refondation de l'Europe. Face à la « *stratégie de sécurité nationale* » de la Maison-Blanche qui marque l'accélération du nationalisme capitaliste et de l'expansionnisme territorial des États-Unis, il y a nécessité de construire, au sein de l'UE, un large rassemblement des démocrates, des progressistes, du monde du travail et de la culture pour faire échec aux velléités trumpistes soutenues plus ou moins franchement par toute l'extrême droite européenne.

L'indispensable mobilisation des peuples contre les prédateurs et l'activation d'une internationale antifasciste deviennent urgentes.

René Granmont

Politiques guerrières, jusqu'où ?

« Nos experts » ...

Quand Macron va-t'en guerre, les médias emboîtent le pas. Garde à vous !

Le jeudi 15 janvier, Emmanuel Macron prononçait ses vœux aux Armées. Sans un mot sur de possibles voies diplomatiques, Il a assumé une position belliciste face aux conflits internationaux. Aucun doute, selon le président de la République, la France doit investir massivement dans l'armement pour être un acteur crédible dans un contexte international conflictuel. « Pour rester libre il faut être craint, pour être craint il faut être puissant », formule laconique qui résume une logique guerrière effarante... « L'accélération des périls commande d'accélérer le réarmement de la France » a ainsi estimé le chef des armées, annonçant un effort supplémentaire de 36 milliards d'euros entre 2026 et 2030, dont 3,5 milliards dès cette année. La France doit être capable de « faire face à un engagement majeur d'ici trois à cinq ans » affirme Emmanuel Macron, ouvrant la voie à un possible déploiement des armées françaises à court terme. Le président français dit connaître la « volonté de notre jeunesse de s'engager, servir une grande cause, celle de la France ».

Que font les médias ?

Dès le jour même, on a vu se déployer sur les plateaux des chaînes infos une armada de généraux, sortis de la naphthaline, anciens chefs d'état-majors, ancien directeur d'École de guerre, ancien chef du renseignement militaire... « Nos experts », précisent avec délectation des journalistes du Service public, aux ordres, affirmant que « les français sont mobilisés sur la nécessité de se réarmer », tout en admettant au détour d'une phrase « faire monter la mayonnaise » *... L'excitation est à son comble ! Y aurait-il une voix discordante dans ce concert cacophonique où la chevauchée des Walkyries tiendrait de la berceuse ? Que nenni ! la pensée devenue alors superflue, impraticable, seuls prirent la paraphrase, le commentaire, et soudain, le réel disparaît. Des journalistes qui se présentent comme les porte-voix du Peuple, neutralisant toute possibilité de controverse. Il n'est plus temps de réfléchir, de comprendre, de nuancer, la guerre est à nos portes, puisque Macron

Macron recrute de la chair à canon

* "Wargame" = jeu de guerre ; "Deathmatch" = combat à mort ; "Game over-continue ?" = invitation à jouer une nouvelle partie après une défaite

l'a dit ! Alors, dépitée, l'auditrice qui a réussi à conserver une portion de matière grise, se tourne vers d'autres sources d'informations, pour y lire sous la plume de Patrick Le Hyarick qu'« il n'y a pas d'Europe forte, respectée, utile aux peuples, sans des institutions démocratiques défendant pied à pied le droit international, le désarmement et un pacte mondial de sécurité humaine et environnementale globale ». Il n'était pas invité à développer sa pensée, dommage !

Evelyne Bordet

*France info TV vendredi 16/01

Aide publique au développement**Préambule du programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2015**

« Nous sommes déterminés à éliminer la pauvreté et la faim, sous toutes leurs formes et dans toutes leurs dimensions, et à faire en sorte que tous les êtres humains puissent réaliser leur potentiel dans des conditions de dignité et d'égalité et dans un environnement sain. »

Budget en baisse**En 2025 le budget a été diminué de 37% et en 2026 on s'oriente vers une nouvelle baisse de 16% au moins.**

Alors que le président de la République augmente de façon exponentielle le budget militaire de la défense, l'austérité s'applique à la santé, l'éducation, les services publics et notamment à l'aide au développement. L'aide publique au développement (APD) a pour but de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement, en assurant un accès équitable aux ressources (eau potable, énergie...) et aux services de base (santé, éduca-

tion, logement décent...)

**En baisse depuis quatre ans.
14 ONG alertent**

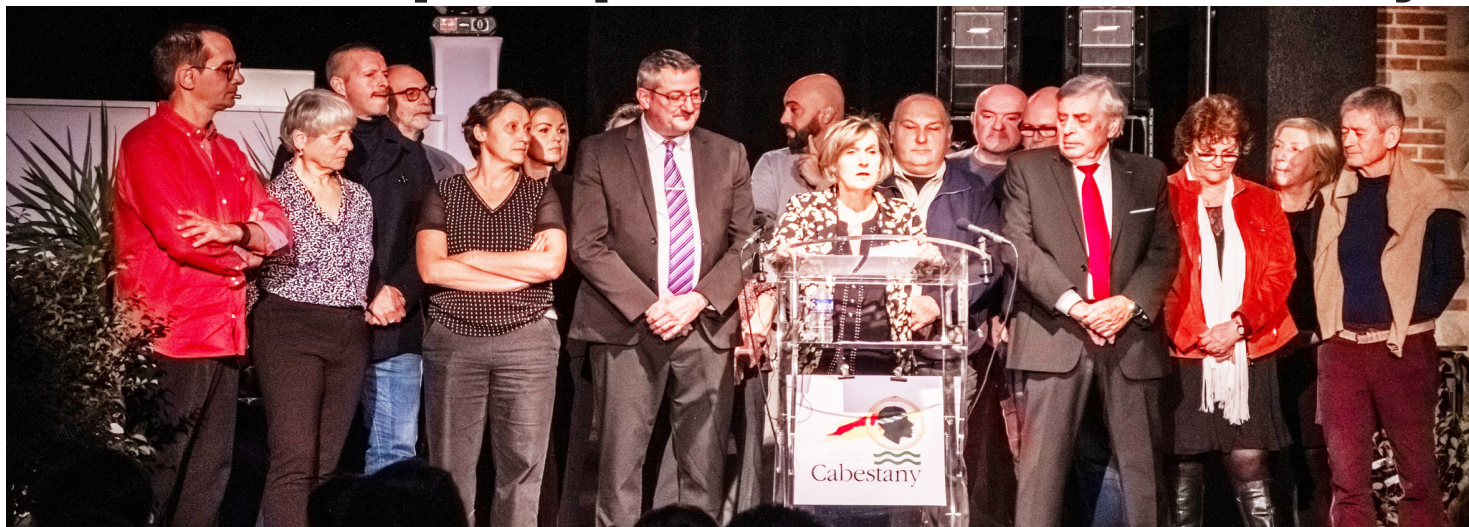
Le budget 2026 de la France pour l'APD prévoit une baisse significative de 704 millions d'euros par rapport à 2025. Cette baisse représente une réduction de 16% par rapport à l'année passée qui avait déjà subi une baisse de 37%. Cette réduction a suscité des inquiétudes parmi les élus et les ONG, qui considèrent l'APD

comme une politique de solidarité essentielle. Le gouvernement a été critiqué pour avoir rompu le lien entre les taxes solidaires et le financement de l'APD, ce qui pourrait aggraver la situation. Quatorze ONG rappellent le Président de la République à son engagement de réaffecter les taxes de solidarité internationale, taxes dont il fait la promotion active à l'international.

Jacques Pumaréda

Cabestany

Plus de 700 participants aux vœux de Cabestany



La traditionnelle cérémonie des vœux de la municipalité de Cabestany s'est ouverte avec la belle prestation des « Cantaires de la Fossella », suivis d'un film très applaudi, retraçant les nombreuses réalisations de l'équipe menée par Édith Pugnet, Maire.

De quoi booster ces vœux à la population, placés sous les angles de la convivialité, de la joie et de la bonne humeur.

La paix !

« Ce n'est pas un luxe par les temps qui courent, comme en témoigne l'actualité internationale avec toutes les guerres et les conflits, un peu partout dans le monde et la priorité qui devrait être accordée au dialogue, au respect du droit international et à la diplomatie » a affirmé d'emblée la Maire. Et d'interroger les participants à cette réception : « comme élue locale, n'est-il pas de ma responsabilité de prendre le contre-pied de ceux qui veulent préparer nos enfants et nos esprits à la guerre... avec des initiatives municipales, pour promouvoir et cultiver la paix, en particulier en direction de la jeunesse ? ».

Malgré l'austérité, avancer

La Maire a ensuite évoqué la fragilité, économique et politique, ainsi que les urgences sociales, environnementales et les détresses que vivent les citoyens. Face à ces défis, elle a rappelé la pertinence du service public et des politiques locales, de progrès social, environnemental et citoyen, malgré le « trop peu de pouvoir et de moyens ». À cet égard, Édith Pugnet a rappelé l'engagement de Jean Vila et ses combats acharnés pour

obtenir, de la Communauté urbaine la transparence budgétaire et des investissements justes et équitables, au sein d'une Intercommunalité solidaire et utile.

Sans pouvoir rentrer dans le détail du fait des contraintes de campagne électorale, la Maire a décliné les réalisations de 2025 : « la rénovation des groupes scolaires Prévert et Buffon/Chaplin, la construction des ombrières à la Germanor et du terrain synthétique, la construction de la Résidence seniors et le chantier d'agrandissement de la cantine des aînés ».

Les bénévoles à l'honneur

La maire a ensuite souligné l'implication consciencieuse des centaines de bénévoles de la Commune qui, « dans une ville qui les rassemble, font la promotion au quotidien, du vivre-ensemble, du lien social, du partage et de la convivialité ». Si Cabestany est reconnue comme « ville où il fait bon vivre », c'est aussi grâce aux bénévoles.

Elle concluait : « gageons que 2026 permette de ne pas perdre ce qui nous rend fort, à savoir la solidarité, la proximité, le respect, le courage du quotidien et cette capacité à construire ensemble ».

Cy. Ber.

annwnces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Dénomination : SARL ALSONICE.
Forme : SARL société en liquidation.
Capital social : 10000 euros.
Siège social : Avenue DE L ILE DE LA COU-DALERE, 66420 LE BARCARES.
802436550 RCS de Perpignan.

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire en date du 24 décembre 2025, les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Monsieur ALAIN GENDRE demeurant 1 RUE de la Tramontane 66300 Tresserre, 66300 TRESSERE et prononcé la clôture de liquidation de la société à compter du jour de ladite assemblée.

La société sera radiée du RCS du RCS PERPIGNAN.

Pour avis Le liquidateur

AVIS DE CONSTITUTION

TABAKU TR
Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 100€
Siège social : 4 rue des ARDENNES, Etg 3 gauche

66100 PERPIGNAN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 décembre 2025, il a été constitué sous la dénomination sociale TABAKU TR une société par actions simplifiée unipersonnelle présentant les caractéristiques suivantes :

Siège social : 4 rue des ARDENNES, Etg 3 gauche 66100 PERPIGNAN

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

- Objet social : L'activité artisanale de maçonnerie générale, Construction neuve et rénovation. La commercialisation de tous produits ayant trait à cette activité.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social s'élève à la somme de 100 euros, il est divisé en 100 actions de 1 euro chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 100 euros.

Présidence : M. TABAKU Halit, né le 28 juillet 1985 à NDROQ (ALBANIE)

demeurant à 4 rue des ARDENNES, Etg 3 gauche 66100 PERPIGNAN est désigné en qualité de Président.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

BNR FRUITS
Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de : 500 euros
Siège social :
15 rue de Tanger 66000 PERPIGNAN
N° SIREN : 952 577 948 RCS de PERPIGNAN

Aux termes du procès-verbal en date du 31 décembre 2025, l'assemblée générale extraordinaire a :

- Décidé la dissolution anticipée de la société, à compter du 31 décembre 2025.
- Désigné, en qualité de liquidateur, Mme BENNANI Naïma, 15 rue de Tanger 66000 PERPIGNAN.
- Fixé le lieu où la correspondance doit être notifiés : chez Mme BENNANI Naïma, 15 rue de Tanger 66000 PERPIGNAN.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Perpignan.

Pour avis et mention

Le liquidateur

Élections municipales Canet-en-Roussillon



Nadine Pons conduit une liste de gauche

« La liste écologiste et solidaire pour Canet » s'est présentée à la presse le 15 janvier.

Nadine Pons, enseignante à la retraite, native de Canet-en-Roussillon, conseillère municipale d'opposition depuis 2001 a été choisie par ses colistiers pour conduire une liste de gauche, écologiste et solidaire pour le scrutin municipal des 15 et 22 mars prochains. D'entrée Nadine Pons a présenté la deuxième ville du département avec 13 000 habitants permanents sans compter les résidences secondaires, station balnéaire bien connue mais qui connaît bien des difficultés souvent occultées par la droite qui dirige la mairie. C'est qu'elle connaît bien son sujet, chaque recoin de la commune, les dossiers qui passent en Conseil municipal, les projets réussis ou pas, les demandes de la population grâce à son implantation. En conseil municipal elle s'oppose à tous les projets qui ne correspondent pas aux valeurs qui sont les siennes, étant même capable de faire avancer quelques-unes de ses propositions. Elle pratique une opposition constructive avec responsabilité, reconnue par tous.

Les priorités

La candidate et ses colistiers analysent parfaitement la situation de la commune sous



l'emprise, depuis bien trop longtemps, des promoteurs immobiliers tous voués au tout tourisme. Le manque de logements pour les salariés, les jeunes ménages, et les agents publics est criant alors que des immeubles de haut standing sont à moitié vides. La commune ne compte que 9% de logements sociaux et paie donc chaque année des pénalités. La liste présentée s'engage à produire des logements accessibles à tous et à soutenir les projets d'habitat partagé. L'organisation déficiente des transports publics est aussi dénoncée et, sur ce sujet aussi, elle propose des solutions innovantes comme la gratuité et l'amélioration des fréquences. Des équipements publics, la création d'une médiathèque, d'un centre culturel, d'un centre de loisirs, d'une épicerie solidaire, d'une cantine pour les aînés et d'équipements sportifs figurent dans le programme annoncé. D'autres propositions dans le domaine environnemental comme dans la démocratie participative sont portées par une équipe dynamique et motivée. Les candidats donnent rendez-vous le 31 janvier à 15h devant le théâtre Jean Piat pour une balade citoyenne au village.

Jacques Pumaréda

Alénia

Des vœux d'espoir, d'humanisme et de paix

Jean-André Magdalou a malicieusement souligné qu'il ne manque « *ni perspectives ni envie ni volonté pour les années à venir* », mais chut ! Il faut respecter les règles en période pré-électorale. Il avait donc son introduction sur Alénia et ses 3833 habitants : « *communauté humaine, humble et chaleureuse, à la fois attachée à son histoire, à ses racines et résolument ouverte aux autres, elle est accueillante, attachante, dynamique et solidaire.* » Remerciant les partenaires (État, Région, Département, entreprises, associations...), l'édile a rassuré sur les relations avec la communauté de communes Sud Roussillon : « *elle est à taille humaine, ce qui permet de préserver une relation de proximité, précieuse. Nous avons des sensibilités différentes mais une incroyable capacité à avancer main dans la main, dans l'intérêt de nos communes, de notre territoire et de ses habitants.* »

Un contexte fluctuant et dangereux

Le maire s'est inquiété ensuite des politiques nationales et internationales : « *tandis que la guerre gronde toujours en Europe et dans le monde, l'intervention américaine au Venezuela a marqué un tournant grave : celui où la force, assumée et décomplexée, prétend se substituer au droit international. Je trouve regrettable que notre pays, qui a su dans le passé faire entendre une voix indépendante et exigeante, s'en éloigne aussi dangereusement aujourd'hui* ». Puis Il mit en garde : « *cela doit être source d'inquiétudes car l'histoire nous enseigne que les crises ne se limitent jamais à des désordres passagers. Elles préparent toujours le terrain aux renoncements et aux totalitarismes(...). Les grands désordres internationaux trouvent toujours un prolongement concret dans nos vies locales.* »

La commune : un atout

L'édile a mis l'accent sur les difficultés budgétaires des collectivités : « *refuser de donner aux communes les moyens d'agir, c'est affaiblir la démocratie de proximité, renoncer à l'investissement local et creuser davantage les fractures territoriales.* » Après énumération des réalisations 2025 (PLU, centre de santé, écoles...) et à venir (aménagement bergerie Cavallé) Jean-André Magdalou, en cette veille d'élection, a redit : « *le profond respect que m'inspire l'engagement dans notre pays des élus municipaux qui font vivre la France, souvent dans l'ombre, souvent bénévolement. Ils ne sont pas une charge, ils sont une chance inestimable.* » Et de citer A. Dumas : « *rien n'est impossible à celui qui croit, à celui qui veut, à celui qui persévère.* »

Ray Cathala



TER Perpignan-Villefranche

Enfin ! La réouverture. Manifestons !

S'il faut s'en réjouir, il ne faut rien oublier. 18 mois pour remettre en état une petite centaine de mètres de ligne, ce n'est pas acceptable. L'association Train en Têt, la CGT 66 et le PCF 66, la coopérative des élus communistes appellent bien à « fêter » l'évènement. Mais ils appellent aussi à manifester.

Samedi 24, dès 7h, en gare de Perpignan !

Le PCF rappelle la « très longue fermeture, les désagréments pour les usagers, l'abandon par les pouvoirs publics du principe de « continuité du service public, le coût économique supporté par les usagers » et s'interroge : « faut-il fêter ce retour ? ». Pour répondre aussitôt : « ce n'est pas notre opinion, ni celle des usagers, ni celle de la CGT ». Il poursuit : « ainsi la Coopérative 66 des élus CRC ne partage pas cette euphorie de circonstance intervenant à quelques encablures des élections municipales ou nombre de candidats se présentent apolitiques et amnésiques sur les choix de leurs amis politiques nationaux. Le 24 janvier 2026 la Coopérative 66 des élus et la Fédération du PCF appellent à se joindre aux « festivités inaugurales » avec pour ambition d'y faire entendre les exigences d'une politique des mobilités dans le Département qui redonne les moyens au service public du ferroviaire afin de remettre en service les trains du quotidien

d'Aixat à Rivesaltes, de Céret à Perpignan, de Villefranche à Perpignan avec des horaires adaptés et des tarifs abordables.

La CGT 66 ne dit pas autre chose. Elle accuse « l'inaction de l'État », les délais insupportables, et appelle, elle aussi, à manifester en gare de Perpignan : « à partir du 24, la réouverture jusqu'à Villefranche est conditionnée par le retour sur cette ligne d'une rame TER ainsi que deux conducteurs et deux contrôleurs. Aujourd'hui la Direction ne souhaitant pas garantir ces conditions, le plan de transport quotidien sur la ligne sera une nouvelle fois fortement dégradée ». De nouveaux combats en perspective. Avec ironie, le syndicat précise : « mais soyons rassurés pour la journée du 24 janvier. La Direction va déployer un dispositif important pour s'assurer que l'inauguration en présence du PDG de la SNCF Jean CASTEX, du préfet et de nombreux élus, se passe sans accroc. Tous les postes seront doublés avec des astreintes et plusieurs rames seront à disposition en cas de panne ».

Train en Têt, l'association citoyenne qui défend le TER et le service public donne aussi rendez-vous aux usagers et aux citoyens « une nouvelle fois le ferroviaire a été le parent pauvre de la mobilité alors qu'il devrait être priorisé. Nul doute que des solutions rapides auraient été trouvées si un cas similaire s'était produit sur un axe routier ». C'est juste. Et l'association justifie sa prise de position :

« les conséquences ont été néfastes pour les particuliers : augmentation notable du temps passé dans les transports, renoncement à des emplois ou des stages ou à des rendez-vous médicaux... Mais aussi pour la collectivité : augmentation des rejets de CO2, perte d'attractivité du territoire... ». Enfin, dans son texte tourné vers l'avenir : « Train en Têt demande aux décideurs d'agir pour le développement et la modernisation de la ligne, incite la population à prendre le train, un moyen de déplacement économique et écologique ».

Michel Marc

POUR INAUGURER LE RETOUR DE LA LIGNE SNCF

RENDEZ-VOUS :

SAMEDI 24 JANVIER

Départ gare SNCF de PERPIGNAN : 8h09
Arrêt en gare de PRADÈS - MOUTO LES BAINS : 8h40
Arrivée 8h56 en gare de VILLEFRANCHE - VERNET LES BAINS

PETIT DÉJEUNER OFFERT !

VENEZ PARTAGER UN MOMENT DE CONVIVIALITÉ À BORD DU PREMIER TRAIN À L'ARRIVÉE AU TERMINUS EN GARE DE VILLEFRANCHE DE CONFLENT

VOTRE AVIS COMPTE :

Le Train en Têt est une association loi 1901



Les cinc arques

Capitol 4 (3)

És per això que havia avisat el Martí de la seva arribada, ja que amb ell es ficaria Arqueania endins. El busca dels ulls, el veu ràpidament, gran cos d'antic jugador de rugbi, que se destaca enmig d'una gentada dins la qual només algunes cares li semblen mes o menys familiars. L'altre també l'ha vist.

- Ostres!, el meu vell amic, és el cas de dir-ho, has canviat molt!

- Segur que menys que tu! Com ho fas per tenir-te encara dret ? Sempre ha funcionat així entre ells. Com en les novel·les de Chandler, engruixint un xic el propòsit, ja no per amagar la tendresa, sinó per posar-la en escena.
- Quant de temps fa?
- Fa anys en tot cas. Si no sembla que malgrat tot vagis prou bé.
- Tu igual, si convé. Trobant-te un deambulador encara podràs seguir-me una estona i tornarem a veure dos o tres llocs, seguint les pistes es clar!
- Cante Manel! Veuràs que te fotrà deu metres, ja fa temps que has deixat la meitat de les teves articulacions pels terrenys de rugbi i que te vares fer posar un genoll de plàstic. L'altre se deu pas haver adobat amb el temps i la vida a l'aire lliure?
- No me'n parlis. Però amb un genoll de plàstic ja en tinc prou... a més si alguns d'aquí ho sabien no m'ho perdonarien!

- Ah ah! Come el Joan, es clar... però parlem mes aviat de la Helena.
- Va bé, la mediateca i els concerts li manquen un poc, mes li queda Internet per la feina i l'evasió.
- Tornant-hi amb el Joan, encara no ha pogut desbrancar-vos completament?
- S'hi afanya. Mes per ara encara tenim telèfon, tele i Internet! Sol venir el dimarts a donar un volt per aquí. Avui no l'he vist, mes segur que si hagués sabut que arribaves t'hauria vingut a saludar... i ensumar de que anava sobretot! Ja veuràs, és molt atent a la manera de viure d'aquí.
- Algú m'ho ha dit.
- Algú és un burro, com sapes, aleshores de quin burro es tracta ?
- Si te dic en Jaume fa dos dies a París, és un burro que te va bé ?
- Doncs el nostre petit món interessa gent de fora, fins i tot amics alt plaçats! Es per això que venes a fer prendre l'aire a la teva ploma per escriure? Semblaves un xic misteriós al telèfon.
- Ja t'ho explicaré.
- En podríem parlar caminant. Què te sembla si intentéssim fer dos o tres passos per anar a peu fins a casa? A mes així veuries com ha canviat el paisatge aquests últims temps. Passarem per amunt.
- Pel coll de l'Estanyol? M'agradaria veure el nostre dolmen.
- El veuràs... i te sorprendrà!(seguirà)
- Va!



Une liste citoyenne bouscule le jeu électoral

Un collectif de gauche renouvelle l'engagement politique local avec une démarche participative inédite à Canohès.

Le processus de constitution de la nouvelle liste de gauche à Canohès s'inscrit dans la continuité d'un long travail de terrain. Préparée depuis plusieurs années, cette équipe soudée, à la fois héritière et novatrice, bénéficie du maintien des liens avec d'anciens militants, tout en s'appuyant sur l'engagement d'une nouvelle génération. À l'heure où ces lignes sont écrites, il ne reste plus que deux postes à pourvoir et à collectivement choisir la tête de liste.

Un programme clair, fondé sur l'engagement collectif

Sans faire de promesses spectaculaires, la liste entend incarner un engagement ferme en faveur d'une politique sociale, écologique et participative. Le programme n'est pas un simple catalogue de promesses : il trace un projet de société à l'échelle du village, qui se démarque par sa volonté d'associer les habitants à la définition des priorités municipales, une approche et une gestion partagée, au plus près des attentes de la population.

La liste de gauche ne manque pas d'atouts pour se démarquer, susciter l'intérêt et emporter l'adhésion de nombreux Canouhards :

- la surprise de voir émerger une liste inattendue dans le paysage politique local ;
- un positionnement résolument à gauche, sans mise en avant d'un « chef » unique ;
- la valorisation systématique de la décision collective ;
- la consultation régulière de la population pour co-construire l'action municipale ;
- des priorités claires : jeunesse, aînés, transports et défense des services publics.

Une alternative politique

Le scrutin à venir s'annonce ouvert : cinq listes seront en lice à Canohès, dont quatre sous la conduite de figures déjà présentes au Conseil municipal. Le collectif se distingue par sa volonté de proposer une véritable alternative politique en rupture avec les orientations adoptées au cours des trois précédents mandats.

La fin du mois marquera l'officialisation de la liste et la désignation de sa tête de liste, puis la diffusion d'un tract et une réunion publique

prévue le 10 mars, étape clé pour rencontrer les habitants et revenir en détail sur le projet porté par ce collectif.

Evelyne Bordet

Rencontre avec le collectif

Le TC a eu l'opportunité de rencontrer cinq membres du collectif engagés dans la nouvelle liste de gauche. Cet échange a permis de mesurer la forte cohésion de l'équipe qui fait preuve d'un réel enthousiasme et d'une solide combativité. Chacune et chacun affirme avec conviction l'engagement politique de la liste, résolument ancrée à gauche.

Contrairement aux quatre autres listes, qui affichent une position apolitique, le collectif souligne que les choix municipaux traduisent nécessairement des orientations et des modes de fonctionnement politiques. À ce titre, l'un des membres précise : « nous ferons du conseil municipal un réel prolongement de l'espace public ». Ainsi, la liste de gauche entend répondre pleinement aux attentes de la population, en valorisant la décision collective par l'implication des Canouhards dans la définition et la mise en œuvre des priorités locales.



À deux mois du scrutin, gauche contre droite

À Canohès, la longue dérive politique du maire a fait le jeu de la droite et de l'extrême droite. Le prochain scrutin permettra-t-il de réancrer la commune à gauche ?



Rappelons que Canohès fut longtemps à gauche avec un maire socialiste de 1944 à 1977, avec des élus communistes souvent présents, dans la majorité ou dans l'opposition. Avec l'élection de Jean-Louis Chambon, actuel maire qui ne

brigue pas de nouveau mandat, les choses ont été bouleversées. Elu en 2008 sous l'étiquette PS, il a ensuite refusé tout accord avec les communistes, puis a glissé vers la droite LR. Ainsi, en refusant d'accepter son échec aux élections départementales face au binôme de gauche, il a permis à Louis Aliot d'entrer au Conseil départemental.

Face à la droite...

Aujourd'hui, la situation politique canouharde est claire. À droite, la liste de Jean-Marc Palma, battu par Jean-Louis Chambon en 2020, celle du premier adjoint LR adoubé par le maire, celle de la conseillère départementale du RN. Ajoutons la liste menée par l'ex-premier adjoint, évincé par Chambon en février dernier. Et tout ce beau monde de se présenter « apo-

litique » pour mieux cacher qu'il est à droite, du macronisme à la droite extrême !

Face à cela, Danièle Nègre et Martine Climaco, militantes du PCF qui furent élues municipales, n'ont pu se résoudre à ce que la gauche soit absente de cette élection. Dès la mi-mai 2025, elles interrogeaient : « monsieur Chambon a-t-il fait taire cette gauche qui s'est toujours présentée plurielle à toutes les élections municipales avant son élection et qui siégeait dans l'opposition au conseil municipal ? » Et elles ont lancé un appel à leurs concitoyennes et concitoyens, appel qui a permis de mettre en place collectivement des propositions de programme et de construire une liste qui portera les valeurs de gauche en mars prochain à Canohès.

R. G.



© Zebulon photos 2026

Qualification en Challenge Cup

L'USAP arrache le nul (20-20) face aux Lions Sud-Africains sous des trombes d'eau.

Une qualification pour les huitièmes de finale est toujours une bonne nouvelle pour des Catalans désireux de redorer un blason terni par un début de saison catastrophique. Sans compter une prime à la qualification que l'USAP ne refuse surtout pas. Inhabituel en Pays Catalan, ce temps pourri qui a éloigné de la cathédrale de nombreux supporters Usapistes. Malgré un ballon très glissant et un fort vent marin, les deux équipes se sont évertuées, au milieu de rideaux de pluie incessants, à pratiquer un beau rugby. Difficile dans ces conditions de maîtriser le paramètre rebondissant, que l'ouvreur catalan Antoine Aucagne, élu homme du match, a su dompter à merveille. Deux essais de part et d'autre et un score qui, malgré toute l'eau tombée sur la pelouse, ne ressemble en rien à un score... fleuve.

Les scores fleuves en rugby

La Rochelle-Toulon du 4 janvier dernier s'est soldé par un 66-0. Pourquoi un tel score lors d'un match entre deux équipes prétendantes au titre ? Pierre Mignoni, manager de Toulon, essaie d'expliquer le pourquoi d'une telle déroute toulonnaise : « on nous réduit le Salary Cap, on nous réduit les jokers, le calendrier est infernal... ». Les clubs font donc jouer les jeunes pour préserver leur effectif même s'il est conséquent. Et ce en déclarant que le Salary Cap est trop bas pour pouvoir alimenter l'équipe en joueurs supplémentaires de qualité. Dix-neuf joueurs toulonnais absents et c'est un score fleuve que Canal n'avait pas prévu en ce dimanche soir pour un match en prime

time qui, sur le papier, aurait du déboucher sur un score serré. Ils sont loin les 6-3 pour un Béziers-USAP des années 70 ou même un 0-0 pour un USAP-Narbonne parfois avec des joueurs crottés jusqu'aux oreilles et les maillots des deux équipes qui finissaient par trop se ressembler aux alentours de la soixantième minute. Nostalgie ! Nostalgie ! Les gros scores se sont généralisés et, en particulier, en présence du Stade Toulousain. Seules trois victoires à l'extérieur sur les 28 matchs joués à 21 h et avec un minimum de vingt points d'écart. Le plus serré pour les Toulousains fut la réception de... l'USAP qui n'encaissa que 31 points. Avoir des joueurs internationaux dans ses rangs présente aussi l'avantage d'avoir une prime au niveau du salary cap. Toulouse profite ainsi de cet avantage financier.

En dehors des impasses de différents clubs en déplacement, il faut reconnaître que l'attaque prend le pas sur la défense et le jeu pratiqué ressemble au jeu (ou rugby) à 13 d'il y a quarante ans, même si les purs quinzistes s'en défendent. Beaucoup plus de blessés aussi avec des chocs parfois violents même si les joueurs sont devenus de véritables athlètes. Le spectateur peut assister à un essai toutes les cinq minutes. Or dès qu'il n'y a pas d'opposition il n'y a pas de suspens et spectateur ou télé-spectateur en vient à quitter le match très rapidement.

Que faire ? Peut-être imposer aux équipes d'avoir un certain nombre de joueurs d'office dans le groupe de 23 sur la feuille de match, et éviter ainsi de faire trop tourner. Très compliqué, bien entendu ! D'aucuns parlent aussi

d'un double bonus pour le vainqueur ou d'un malus pour le perdant. Pas évident, n'est-ce pas !

Pour la saison prochaine le Salary Cap devrait passer à 11 millions d'euros ce qui permettrait d'élargir le squad de chaque équipe (deux bons joueurs de plus par club!), d'augmenter le salaire de certains joueurs, mais surtout de rester compétitif face au Japon ou l'Angleterre. À ce sujet Red Bull devient nouveau sponsor de Newcastle, précédent adversaire des Catalans. Cette équipe anglaise est en train de s'armer considérablement avec des recrues de tous horizons dont le joueur de l'USAP Max Hicks que les supporters catalans verront partir à regret. C'est la loi du fric qui a atteint le rugby. Va-t-il le gangrener ? Possible ! Que voulez-vous que François Rivière, président de l'USAP, puisse faire face à la boisson énergisante Red Bull ? C'est et ce sera ainsi pour bien d'autres équipes. En France la Section Paloise sponsorisée par les Qataris et par Total sera bientôt une équipe niveau européen, alors qu'elle était mal en point en Top 14 voici à peine trois saisons.

Être ou ne pas être ! C'est la question, mais à quel prix ?

Pour l'USAP la question qui tourmente son présent est de savoir si, ce samedi, les sang et or arriveront à installer définitivement leur adversaire direct Montauban à la dernière place du Top 14.

Fins aviat

Jo Solatges

Archipel



© G Séverac-Schmitz

Roméo et Juliette

La tragédie éternelle de Shakespeare revisitée par Guillaume Séverac-Schmitz et une troupe d'une énergie explosive.

L'Archipel démarre fort cette année 2026. Après le magnifique concert du nouvel an, l'orchestre National de France, la direction éblouissante de Yukata Sado, la virtuosité exceptionnelle du guitariste Thibaut Garcia et des musiques espagnoles, cap sur l'Angleterre et la célèbre pièce de Shakespeare, Roméo et Juliette.

Une réalisation étonnante, voire iconoclaste, bien différente de celles (innombrables) qui l'ont précédée. Guillaume Séverac-Schmitz entend mettre en lumière les liens entre le théâtre de Shakespeare et le monde contemporain. Pour lui, Roméo et Juliette est une pièce qui représente « un symbole d'émancipation, de révolte et de liberté et non une pièce enfermée dans les vestiges d'un théâtre suranné et stéréotypé. » Pari réussi. Une distribution majoritairement féminine, Roméo est joué par une femme, de la musique électro, un violoncelle, beaucoup de

hurlements, de galopades en long et en large de la scène, de l'humour, mais oui ! Et un texte allégé.

L'impression générale est celle d'une folle énergie, celle de la jeunesse, son enthousiasme, son aspiration à la liberté, à l'amour. Beaucoup de lumière, de brillance, des costumes rutilants, des décors dans l'épure, rideaux blancs, échafaudage en guise de balcon.

Passés le bruit et la fureur du début, la réalisation peu à peu gagne en intensité. Face à l'inéluctable, l'émotion est là, la rage aussi de voir la jeunesse sacrifiée pour de vaines querelles d'adultes.

Nicole Gaspon

La pièce est en tournée en Occitanie, on peut encore la voir vendredi 23 janvier à la scène nationale du Grand Narbonne et les 12 et 13 mai à l'Estive, scène nationale de Foix.

Où sortir ?

Perpignan

Archipel | Mardi 27 à 19h et mercredi et jeudi janvier à 20h30 | **L'abolition des privilèges** | De 10 à 25€.

Institut Jean Vigo | Mardi 27 janvier à 19h | Projection-**Quatre nuits d'un rêveur** # Film restauré | 7€/réduit 5€.

El Mediator | Samedi 31 janvier de 20h30 à 4h | Concert - **GogoPenguin** | 25€/réduit 22,50€.

Palais des congrès - Auditorium Charles Trenet | Samedi 24 janvier à 20h | Spectacle - **La guerre des sexes** | 32€.

Alénia

Salle Marcel Oms | Samedi 24 janvier à 21h | Concert - **Henry** | 12€/réduit 6€.

Argelès-sur-Mer

Avenue Molière | Samedi 31 janvier à 15h30 | Spectacle - **C'est pas facile d'être heureux quand on va mal** | 15€.

Cabestany

Centre culturel | Samedi 31 janvier à 20h30 | Spectacle - **Et toi comment tu te débrouilles ?** | Gratuit.

Elne

Cinéma Vautier et espace Gavroche | Samedi 24 janvier à partir de 17h30 | **Festival Cinéma des Suds, si loin si proches.**

Rivesaltes

Palais des fêtes | Dimanche 25 janvier à 20h30 | Concert - **Salvador du rire au jazz** | 10€ / enfant 5€.

Saint-Estève

Théâtre de l'étang | Samedi 24 janvier à 20h30 | Concert - **Run Like Floyd** | De 10 à 18€. Vendredi 30 janvier à 20h30 | Concert - **Hkeiron** | 10€.

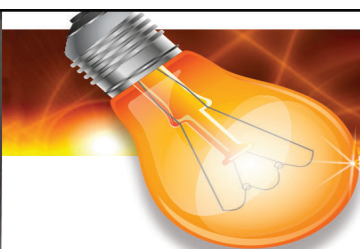
Thuir

Théâtre des Aspres | Dimanche 25 janvier à 16h | **Théâtre - Les yeux de Taqqi** | 16€.

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION



TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Mémoire de l'exil

Dessiner c'est combattre

Au Museu Memorial de l'Exili (MUME) de La Jonquera, une exposition de dessins de Josep Bartoli prolonge celle du Mémorial de Rivesaltes de 2021-2022, Josep Bartolí, les couleurs de l'exil. Jusqu'au 31 mai.

Défenseur et combattant de la République espagnole, l'artiste catalan Josep Bartoli, contraint à l'exil en février 1939 a été interné dans plusieurs camps en France. Cette expérience douloureuse lui a inspiré un ensemble de dessins qui, autant que de remarquables œuvres d'art, sont aussi un témoignage implacable du sort indigne que la France a réservé aux réfugiés espagnols de la Retirada. Ces dessins faisaient partie de l'exposition Josep Bartoli, *Les couleurs de l'exil* installée au Mémorial de Rivesaltes durant un an entre 2021 et 2022 qui connut un immense succès.

Il restait encore beaucoup à découvrir de l'œuvre de Josep Bartoli, de ces « *dessins de guerre et d'exil* » d'où cette nouvelle exposition intitulée *Dessiner c'est combattre* destinée à être itinérante dont la première étape est le MUME de La Jonquera.

Elle présente vingt-cinq dessins fixés sur des supports métalliques, une installation particulièrement réussie et adaptée à son itinérance. Georges Bartoli, neveu de l'artiste et commissaire de l'exposition, en signe les légendes. Face à la puissance expressive de ce travail, à la violence de ce qui est montré, impossible de ne pas ressentir un coup de poinçon au cœur.

À chaque fois, un enchevêtrement de lignes dont émerge une situation terrible. Ces dessins sont un véritable reportage sur la guerre et les camps, les barbelés, les plages glaciales, les gardes chiourmes, les violences subies, les viols... Les légendes, lapidaires, assènent : Double peine, Droit de cuissage, Mortelle illusion du retour au pays... C'est percutant et de nature à susciter une salutaire réflexion.

L'exposition présente également une pièce inédite, jamais dévoilée au public : une lettre de recommandation datant de 1939, de Narcis Molins i Fabrega (journaliste catalan et camarade de Josep Bartoli) adressée à Frida Kahlo. L'exposition est à voir jusqu'au 31 mai.

Nicole Gaspon

Exposition produite par le Mémorial du camp de Rivesaltes dans le cadre du projet Exilis financé par l'Union Européenne au titre du programme POCTEFA.

Exilis est un réseau de lieux de mémoire de l'exil (1936-1946) qui fédère sept partenaires (le Mémorial du camp de Rivesaltes, la maternité Suisse d'Elne, le Mémorial d'Argelès, le Château Royal de Collioure, le MUME de la Jonquera, le Mémorial Démocratique et la Direction Générale de la Mémoire Démocratique de la Generalitat de Catalogne). Créé en 2024, ce

réseau favorise la circulation des publics ainsi que la production et la mutualisation de ressources scientifiques, archivistiques, pédagogiques et artistiques entre ses membres.



Exposition

Electric cinéland



Au Médiateur, une exposition d'affiches issues des collections de l'institut Jean Vigo montre les liens entre musique et cinéma.



Des affiches de très grand format occupent les deux côtés du couloir menant au bar du Médiateur, elles montrent que musique, art graphique et cinéma entretiennent des liens solides.

L'exposition, intitulée *Electric cinéland*, s'attache à la période 1950-2000 « de Jerry Lee Lewis à Kurt Cobain » peut-on lire dans le texte de présentation signé Jacques Verdier et Laurent Ballester. Ils poursuivent : « À travers une série de films emblématiques, cette sélection met en lumière des figures légendaires et des courants musicaux qui ont marqué la deuxième moitié du XXe siècle, bouleversé des genres et redéfini la culture populaire. »

Un festival de couleurs, dessins, photos qui renvoient à des films vus ou pas traversés par toutes les musiques, soul, jazz, rythm and blues, pop... Une grande place au rock et au rock alternatif qui a influencé l'esthétique cinématographique. La plupart des films témoignent d'une époque, des

combats qui l'ont marquée.

Biopics musicaux sur Ray Charles, Johnny Cash, Ian Curtis, John Lennon (sa jeunesse dans *Nowhere boy*)... Films évoquant des concerts comme *Hotel Woodstock* ou *Shine a Light*. Les Beatles sont aussi présents avec, notamment, la célèbre affiche du film *Help*. Sans oublier des films comme *Easy rider* ou *The commitments* qui sont emblématiques des révoltes de la jeunesse, de la contestation de l'ordre du monde. Ces affiches très expressives sont à la fois des témoignages et des œuvres d'art.

Lors du vernissage se tenait un concert des jeunes talents du département de *Musiques actuelles* du Conservatoire et de la licence de musicologie.

N. G.

L'exposition est visible jusqu'au 28 mars pour tout détenteur d'un billet d'entrée aux concerts du Médiateur et gratuitement lors des JAM du 18 février et du 11 mars 2026.

LUCAS MA VILLE

(CATALUMBIA)

« Ma ville », Un clip local réjouissant. À l'écoute, et à la vue !

Ma ville, c'est Perpignan. Et avouons-le : ce clip n'est pas vraiment une surprise tant nous connaissons l'enthousiasme communicatif, et subversif de l'auteur de la chanson, Romain Lucas. Le travail visuel réalisé par son équipe graphique est remarquable, coloré, rythmé, signifiant et amusant. Envie de les suivre dans les rues et boulevards de la préfecture, en chantant et en manifestant. On reconnaît la ville, c'est clair. Avec ses paradoxes, et ses beautés. Le travail fait par les musiciens ne l'est pas moins, précis et enlevé, créant un univers à la fois festif, joyeux, dansant et combatif. Des odeurs de Rumba, des airs des Caraïbes, une pointe de latino, avec cuivres, trompettes, guitares, accordéon et percussions habillent le chant, sans le recouvrir. « Balla, Balla, balla ...la Catalumbia ». Danse, danse, danse ! La Catalumbia !

Et pourtant, le sujet est sérieux. Très sérieux. La chanson évoque l'obscurantisme, la ville de Perpignan, le RN, le racisme, et aussi, comme un contre-point, l'humanité nécessaire, la bienveillance, la diversité et l'intelligence utile. Les paroles, ciselées, nous invitent à ne pas laisser faire, à s'occuper de nos affaires : « *tout ça c'est toi, toi ma ville, et ton cœur blessé laissé aux mains des loups, relève-toi, au diable la Marine, quand faut y aller, faut y aller, tu peux compter sur nous* ». L'optimisme final, quand l'auteur « *plonge dans le futur* », nous rassure. « *Il nous faut aller de l'avant, branche ton cerveau, c'est le moment de passer devant. On reste positifs, dans les collectifs, créatifs... Balla balla balla...* ». Un regret quand même : le clip n'est pas remboursé par la sécu. Et pourtant...

Lien Clip : (342) Ma Ville (Catalumbia) - YouTube



M. M.



Le Travailleur Catalan
l'hebdo
Abonnez-vous !
Bulletin d'abonnement

Nom : Prénom :
Adresse :
N° : Rue, Bd, Av., etc... : Nom de la voie :
Code postal ou cedex : Ville :
Mail : Tél. :

<input type="checkbox"/> Papier / 6 mois 40€ (6,70€/mois)	<input type="checkbox"/> Papier / 1 an 78€ (20€/3 mois)	<input type="checkbox"/> Numérique - Papier / 1 an 100€	<input type="checkbox"/> Numérique / 1 an 66€
--	--	---	---

Je règle : ☐ par chèque à l'ordre du Travailleur Catalan
Date : .. / .. / ☐ par prélèvement automatique
Joindre un RIB

Bulletin à renvoyer à : Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades - 66000 Perpignan. Tél. : 04 68 67 00 88 - Mail abonnement TC : abonnements@etc.fr
Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Libéralisme et mises en concurrence

Mercosur, un bon accord ?

La signature du traité de libre-échange EU-Mercosur présenté comme bénéfique à l'Europe et à la France, par les libéraux et les fédéralistes exaltés, l'est-il vraiment ?

C'est signé. Sans suspense et après 25 ans de négociations les représentants de l'UE et du Mercosur ont finalement ratifié l'accord du libre-échange le 17 janvier à Asunción au Paraguay. Le traité qui concernera 700 millions d'âmes et englobe 30% du commerce mondial est présenté comme « *un commerce juste plutôt que des droits de douanes* » par la présidente de la Commission Ursula von der Leyen. Certes, il est vrai que le protectionnisme, a été la cause des conflits militaires par le passé, mais la mondialisation, « *ce doux commerce* » préconisés par tous les apôtres libéraux est-il toujours bénéfique et d'actualité comme on l'entend ?

Un bon accord pour la France ?

Rien n'est moins sûr. Le traité suscite une impressionnante levée de boucliers à droite comme à gauche. Comme l'a souligné le député Julien Bruguier, député du groupe Gauche Démocrate et Républicaine, dans sa récente intervention à l'Assemblée Nationale ce traité d'un autre temps aura un im-



pact significatif dans le domaine agricole et écologique pour l'Europe sans améliorer les conditions de vie des petits producteurs sud-américains. Pesant d'environ 90 000 tonnes de bœuf et 190 000 tonnes de volaille par an* et bien que ces quantités paraissent négligeables à l'échelle européenne, l'éroitesse des marges des petits agriculteurs européens et l'hégémonie des réseaux de la grande distribution risque de provoquer la faillite des nombreux agraires français. De même la dif-

férence des pratiques agricoles interroge sur le plan sanitaire et écologique avec l'utilisation accrue des OGM et des pesticides avec plus de 70 substances actives interdites en UE. Les écologistes pointent aussi les risques de déforestations accrues en Amazonie. Si les partisans de l'accord évoquent des avantages, c'est dans les domaines de l'automobile, la chimie ou encore des machines-outils, des domaines où la France n'exporte pas beaucoup ayant choisi les investissements directs en construisant des usines sur place.

Alors que le gouvernement français a promis de tout faire pour stopper la signature de cet accord, pourtant au-delà des postures, il n'avait pas bougé depuis des années et a même laissé passer sans opposition à la scission de l'accord en deux en 2015 permettant aux instances européennes de passer le traité sans veto des parlements nationaux. Dans une période actuelle de turbulences géopolitiques et où la mondialisation heureuse semble être un lointain souvenir, la signature de Mercosur semble saugrenue et contre-productive.

J.S.

Éléments

- (Après signature par la commissaire européenne), un député communiste a déclaré : « *les cuisiniers français du libre échange font aujourd'hui grise mine. Et il devient de plus en plus difficile pour le gouvernement de contenir l'immense colère agricole* ».
- Pendant huit années, le président de la république a surjoué le « *en même temps* » sur ce dossier stratégique sans jamais se saisir réellement des outils de blocage dont disposait notre pays.
- Les mouvements de petits producteurs sud américains dont les « *sans-terre* » contestent et s'alarment du renforcement des structures « *néocoloniales* » favorisant l'exportation des produits primaires à grande échelle au détriment de leurs propres industries de transformation.
- Les conséquences environnementales seront importantes, déforestation de plus de 1,3 million d'hectares, difficultés pour la petite paysannerie.
- Les produits interdits en Europe, livrés.

La France va exporter les produits interdits en France et en Europe pour être utilisés par les sud américains. « *Pour le seul mais 178 substances actives vont être livrées, interdites en Europe* » auxquelles il faut ajouter les hormones de croissance

- Clause de sauvegarde ?

Elle n'est pas incluse dans l'accord ! Elle n'engage à rien. Les mesures miroir sont réduites à rien. Les dérives démocratiques de la commission Passage en force de la commission (en scindant l'accord en deux parties distinctes), la France n'a pas bougé. La minorité de blocage n'a pas été réunie.

- Le Parlement européen a voté ce mercredi 21 pour décider de saisir ou non la Cour de justice de l'Union européenne sur la validité de l'accord de libre-échange.



Iran

Ni Shah ni mollahs ni OTAN !



Tandis que la sanglante répression des manifestants continue en Iran, médias et gouvernements occidentaux imaginent le fils du tyrannique Shah à la place des mollahs, volonté que ne partagent pas les Iraniens. Le renversement du pouvoir reste quant à lui incertain.

Depuis le 28 décembre des émeutes secouent tout le territoire iranien réunissant l'ensemble de la population dans une lutte contre la pauvreté puis dans une volonté de renverser le régime théocratique. Après avoir promis aux commerçants la ridicule somme de six dollars par mois de plus (le salaire moyen est de 170 dollars actuellement), le dirigeant Khamenei a exprimé la nécessité de mater dans le sang les autres protestataires. Le 8 janvier, le gouvernement coupait internet comme quelques années plus tôt pour cacher un massacre qui se concluait par des milliers de morts. Le mouvement actuel dénombre pas moins de 3 428 manifestants assassinés par le régime selon l'ONG Iran Human Rights (imputés par Khamenei à Israël et aux USA), certaines estimations évoquant 20 000 morts et plus de 10 000 arrestations. Pour parachever ce tableau macabre, de nombreux manifestants sont éborgnés à dessein par les Gardiens de la Révolution nous rappelant qu'en matière de cruauté, les puissants là-bas comme ici sont toujours bien inspirés.

Les rapaces de l'OTAN se pressent au chevet de l'Iran

Face à cette situation et face à la continuité des révoltes agitant le pays depuis des années, nos médias ont ressorti des poubelles de l'histoire Reza Palahvi, fils exilé du Shah d'Iran. Prédissant la chute des mollahs, ils vantent un nouveau « sauveur », soi-disant adulé par les Iraniens, en réalité garant des intérêts occidentaux. Trump ne reconnaît pourtant aucune légitimité à Palahvi. Des frappes sur l'Iran ne garantiraient pas le renversement du pouvoir et pourraient embraser plus largement la région tout en risquant un afflux de millions de réfugiés que craignent les pays limitrophes en plus d'une déstabilisation de leur propre territoire comme avec les Baloutches au Pakistan. Le Pentagone s'apprête malgré tout à renforcer sa présence au Moyen-Orient avec l'envoi du porte-avions Abraham Lincoln, augurant une possible escalade. Navid Shomali, secrétaire international du Tudeh, le parti communiste iranien, s'inquiète de l'ingérence politique des Israéliens, Européens et de tous les membres de l'Otan servant par ailleurs le narratif des mollahs.

La volonté des dirigeants européens de changer le régime pour un Iran pro-occident est loin des réalités de terrain et une trahison des attentes des Iraniens. Un demi-siècle de dictature du Shah puis autant des Ayatollahs ont, pour l'instant, réduit à néant la possibilité d'une opposition qui y répondrait et ont rendu incertaine une issue positive. Ce lundi

Iran : ceux qui le peuvent fuient



19 janvier, le chef de la police a lancé un ultimatum de trois jours aux manifestants pour qu'ils se rendent. Le peuple iranien reste le seul à pouvoir changer la donne, loin de l'avidité de son gouvernement et de ceux étrangers.

S. B.

 **libreria**

Horaris d'obertura:
De dimarts a dissabte
9h30-12h i 14h-19h

★
Botiga en línia:
www.libreriacatalana.com

Per contactar-nos:
04 68 34 33 74
lallibreriaperpinya@gmail.com
7 plaça Joan Payrà
66000 Perpinyà

TAXIS - AMBULANCES - VSL
Transport de personne à mobilité réduite

CABESTANY
AMBULANCES

Ent **NUIXA-CULIÉ**

à votre service depuis plus de 30 ans

26, rue Ibn Sinaï dit Avicenne
66330 CASTANY

Tél.: 04 68 50 72 35
cabestany-ambulance-sarl@wanadoo.fr

LE TRAVAILLEUR CATALAN

GROS LOT

(Carton plein)

Moulinex Cookeo+ Multicuisineur
intelligent haute pression

Dimanche
25
janvier
2026



RIFLE!

Bar

25
PARTIES

Traditionnelle

15h

(JAMBONS, TRIPACK, PANIERS GARNIS, BINGO...)



Organisateurs: les communistes de Cabestany
en partenariat avec *Les Amis du TC*

Centre Culturel Jean Ferrat
CABESTANY

ASSOCIATION
Les Amis du
TC
LE TRAVAILLEUR CATALAN